

Les rapports des Nations unies sur la pauvreté aux Etats-Unis

Partage international n° [364](#) - Décembre 2018

Interview de Philip Alston par Jason Francis

Philip Alston est rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, auprès du Conseil des droits de l'homme de l'Onu, depuis 2014. Il a également travaillé avec d'autres ONG et agences de l'Onu, comme le Haut-Commissariat des Nations unies pour les droits de l'homme et l'Unicef. P. Alston enseigne le droit international et le droit relatif aux droits de l'homme à la faculté de droit de l'Université de New York. En tant que rapporteur spécial, il a été invité en 2016 par l'administration Obama à étudier la pauvreté aux Etats-Unis. Cette invitation a été prolongée sous l'administration Trump. Cette étude a abouti au rapport de 2017, Déclaration sur la visite aux Etats-Unis, par le professeur Philip Alston, rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme. Le Pr Alston a achevé une mission similaire au Royaume-Uni en novembre 2018 (voir page 8). Jason Francis l'a interviewé pour Partage international.

Partage international : *Qu'est-ce qui vous a le plus surpris lors de vos recherches sur la pauvreté aux Etats-Unis ?*

Philip Alston : Le manque d'intérêt pour le sujet. Aux Etats-Unis, il occupait autrefois une place de choix dans l'agenda politique, mais à présent, il ne semble plus préoccuper aucun des deux partis politiques. J'ai l'habitude d'aller dans des pays qui s'efforcent de me rassurer en m'assurant que même s'ils rencontrent des problèmes majeurs, ils font tout leur possible pour les résoudre. Et si seulement ils avaient plus de ressources, ils les consacraient à l'amélioration du sort des personnes vivant dans la pauvreté.

J'ai vu tout le contraire aux Etats-Unis. Ma visite a coïncidé avec les réductions d'impôt massives qui ont été mises en place la semaine même où j'étais à Washington. Ces coupes ont non seulement pris de l'argent qui aurait autrement pu être consacré, même en petite partie, à l'élimination de la pauvreté, mais ont également jeté les bases de ce que nous verrons après les élections de mi-mandat [novembre

2018] : une pression très puissante pour affirmer que le déficit national doit être réduit en opérant des coupes claires dans les programmes d'aide sociale. Le chef de la majorité au Sénat (Mitch McConnell, républicain du Kentucky) a indiqué qu'il faudra procéder à des coupes importantes dans de nombreux programmes, sociaux et autres, après les élections.

40 à 45 millions de personnes vivent dans la pauvreté

PI. *Pourquoi pensez-vous que ni les républicains ni les démocrates ne semblent faire de l'élimination de la pauvreté une cause majeure ?*

PA. Le système électoral a beaucoup à voir avec cela. Tout d'abord, il n'existe pas de partis politiques plus petits. Les votes de protestation que les pauvres et les autres peuvent faire dans d'autres pays ne sont donc pas réalisables ici. Deuxièmement, tous les efforts déployés pour réduire la participation électorale des classes moins aisées ont été couronnés de succès. Les personnes qui ne sont pas riches ne sont pas convaincues que leur vote fera une différence. Et la façon dont le système économique a évolué semble confirmer que peu importe pour qui vous votez. Les votes de protestation pour le candidat qui prétend éliminer la corruption du gouvernement et ainsi de suite ne fait qu'accélérer la progression vers un avenir néolibéral, qui marginalise les pauvres.

PI. *Quelles étaient les priorités de votre rapport ?*

PA. J'ai insisté pour que l'enjeu soit centré sur les droits de l'homme afin que ce ne soit simplement un rapport de plus sur la pauvreté. Ce rapport examine l'impact des 40 à 45 millions de personnes vivant dans la pauvreté aux Etats-Unis sur le système politique et comment la pauvreté entrave leur accès aux droits civiques et politiques. Deuxièmement, le racisme est un thème assez fort dans mon rapport, dans la mesure où l'utilisation de récits raciaux a retourné la majorité blanche contre l'aide sociale en la dépeignant essentiellement comme un avantage qui bénéficie aux Noirs. En ce sens, c'est le prolongement de plusieurs décennies, voire de plusieurs siècles, de la politique antérieure. J'ai examiné le problème particulièrement choquant des enfants en situation de pauvreté. Environ 18 % des enfants américains vivent dans la pauvreté. C'est

un meilleur moyen d'emmagasiner de gros problèmes pour l'avenir, car vous produisez des enfants moins instruits, en moins bonne santé et encore moins développés mentalement à cause des désavantages rencontrés dès la naissance. Cela va perpétuer le cycle de la pauvreté et coûter très cher à la société. On aurait pu penser que même sans compassion, il y aurait un argument économique solide pour investir davantage dans ce groupe particulier, mais cela ne se passe pas ainsi.

PI. *Où vos recherches vous ont-elles mené ?*

PA. Ma mission durait un peu moins de deux semaines et je n'avais donc pas beaucoup de temps. J'étais enclin à aller sur la côte ouest qui illustre parfaitement le problème des sans-abris. Cette région a également un contexte politique différent et une plus grande richesse disponible pour traiter le problème. Je sentais que je devais aller à Porto Rico, non pas à cause de l'ouragan, mais parce que ce serait l'Etat le plus pauvre du pays s'il s'agissait d'un Etat. On y souffre particulièrement de la pauvreté. Ensuite, j'ai essayé de m'assurer que je pouvais avoir un échantillon représentatif, et j'ai fini par me rendre en Alabama, en Géorgie et en Virginie occidentale, mis à part le temps que je devais passer à Washington, qui était essentiel pour rencontrer des représentants du gouvernement et de la société civile.

PI. *Vous avez mentionné qu'il y a entre 40 et 45 millions de personnes pauvres aux Etats-Unis. Y en a-t-il parmi celles-ci qui vivent dans des conditions d'extrême pauvreté similaires à celles des pays en développement ?*

PA. Nous abordons ici un domaine contesté par l'administration américaine. Angus Deaton, lauréat du prix Nobel d'économie, a calculé que près de cinq millions de personnes aux Etats-Unis vivent dans ce que l'on pourrait appeler de façon péjorative les conditions du tiers monde, c'est-à-dire la pauvreté absolue, quel que soit leur lieu de résidence. C'est extrêmement élevé. L'administration américaine a, pour sa part, réagi à mon rapport en s'appuyant sur des calculs de la *Foundation Heritage* (groupe de réflexion conservateur). Ils ont simplement éliminé toutes les statistiques traditionnelles de l'Agence publique du recensement et se sont appuyés sur une mesure de la consommation pour affirmer qu'il n'y avait que 300 000 pauvres dans tout le pays. C'est ainsi que les statistiques sont maintenant contestées d'une manière inédite.

PI. *Comment Nikki Haley, ambassadrice des Etats-Unis auprès des Nations unies, a-t-elle réagi à votre rapport ?*

PA. La principale réaction de Nikki Haley a été que

je gaspillais l'argent de l'Onu et le temps de l'administration américaine. Plutôt que de regarder ce qui n'était pas le véritable problème aux Etats-Unis, je devrais plutôt regarder ce qui se passe dans des pays africains comme le Burundi ou la République démocratique du Congo. C'est en gros une façon de dire que la pauvreté n'est pas une préoccupation réelle en matière de droits de l'homme et qu'il ne devrait y avoir aucun rapport à ce sujet. C'est une réponse tragique, car une fois que vous avez nié l'existence même d'un problème, vous n'allez certainement pas commencer à lui chercher des solutions raisonnables.

Un choix politique

PI. *Pouvez-vous m'expliquer pourquoi vous écrivez que l'existence de la pauvreté aux Etats-Unis est un choix politique ?*

PA. Dans d'autres pays, il existe tout un ensemble de programmes tels que les soins de santé de base fournis à tous, absents des Etats-Unis. Ceci est particulièrement important pour ceux qui sont pauvres. Alors même que la loi sur les soins abordables (le programme américain de soins de santé mis en place sous l'administration Obama) ne fournit pas vraiment une couverture complète, celle-ci est systématiquement réduite. En réduisant les budgets des Etats, des comtés et des villes pour toute forme de protection sociale, la situation des personnes vivant en marge est encore aggravée. Plutôt que de choisir de dépenser de l'argent pour des programmes qui aident à sortir les gens de la pauvreté, la décision politique a été d'aller dans la direction opposée : réduire les programmes existants, rendre beaucoup plus difficile leur accès, et réduire la capacité du gouvernement à tous les niveaux à fournir les services que l'on est en droit d'attendre.

PI. *Comment les Etats-Unis se situent-ils par rapport à d'autres pays développés en ce qui concerne les niveaux d'inégalité des revenus, de pauvreté, de santé, de mortalité, d'éducation et de droits civils ?*

PA. C'est un « gagnant ». Son taux de mortalité infantile est le plus élevé des pays développés. Bien que ses dépenses de santé représentent le double de la moyenne de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques - un groupe de démocraties du monde industrialisées), les résultats en matière de santé aux Etats-Unis sont bien pires que partout ailleurs. Ses niveaux d'inégalité sont beaucoup plus élevés que dans la plupart des pays européens. Ils se classent 36^e du monde en termes d'accès à l'eau et à l'assainissement. Leur taux d'incarcération est le plus élevé au monde (4,3 % de la population mondiale, mais 22 % de la population

carcérale mondiale). Ces statistiques sur les Etats-Unis sont choquantes pour l'un des pays les plus riches du monde.

PI. *Quel est l'effet des politiques américaines actuelles sur la pauvreté ?*

PA. La seule réponse substantielle que nous ayons eue de l'administration américaine est cette rengaine commune des conservateurs : il faut que les gens se mettent au travail et alors il n'y aura plus de pauvreté. En fait, nous constatons des niveaux d'emploi record, mais les emplois créés, les salaires et les conditions de travail disponibles, sont si désespérants que beaucoup de personnes travaillant à temps plein restent dans la pauvreté. Ils ont grandement besoin de programmes supplémentaires tels que les coupons alimentaires (programme d'aide à l'achat d'aliments destiné aux personnes ayant peu ou pas de revenus aux Etats-Unis) et autres. Mais l'administration envisage d'économiser des centaines de milliards de dollars sur ces programmes au cours des prochaines années.

PI. *Comment les politiques américaines doivent-elles changer ?*

PA. Les Etats-Unis ont élaboré de nombreuses politiques au fil des ans. Certaines ont vraiment très bien réussi. De nombreuses études montrent que le nombre de personnes vivant dans la pauvreté serait beaucoup plus élevé si elles n'étaient pas aidées par des programmes de coupons alimentaires, Medicaid (programme gouvernemental d'assurance maladie pour les personnes qui n'ont pas les moyens de se soigner), de subventions au logement, etc. La première étape consiste simplement à réaffirmer leur importance et à s'assurer qu'ils bénéficient d'un financement adéquat. La deuxième étape consiste à reconnaître le droit aux soins de santé de base. Sinon c'est un cercle vicieux. Les personnes en mauvaise santé ne peuvent pas travailler. Si les Etats-Unis ne

prennent pas de mesures proactives pour fournir un accès aux soins de base, ils accumulent un grand nombre de problèmes coûteux que le pays devra finalement payer, sous forme de visites aux urgences. Ce débat doit être sérieusement remis sur la table.

PI. *Pourriez-vous parler des mesures positives que vous avez vues pour réduire la pauvreté et l'inégalité des revenus aux Etats-Unis ?*

PA. Elles sont évidemment à double tranchant. Car les choses vont si mal et la négligence des autorités est telle que l'espace est pleinement ouvert pour la société civile. Il est indéniable que la société civile déploie des efforts remarquables dans tout le pays pour intervenir là où les Etats devraient le faire. J'ai été très frappé par l'église Saint-Boniface de San Francisco, qui ouvre chaque jour ses bancs aux sans-abri en l'absence de service [thegubbioproject.org]. C'était un geste vraiment merveilleux, qui n'a pas été reproduit dans de nombreuses églises ailleurs. J'ai vu des efforts extraordinaires. Un programme qui se démarquait en Virginie-Occidentale offrait aux pauvres des soins médicaux et dentaires gratuits, et même des soins psychologiques, grâce au bénévolat de professionnels. Ce groupe comptait environ 20 000 patients chaque année, ce qui est vraiment phénoménal. Ils répondaient à un besoin majeur. Il y a beaucoup de groupes de ce genre dans le pays. Ceux-ci sont très stimulants à leur manière, mais ce ne sont en fin de compte que des pansements sur des blessures beaucoup plus importantes.

Etats-Unis **Auteur** : Jason Francis, collaborateur de Share International basé dans le Massachusetts (Etats-Unis).

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : Entretien